



QUE NOUS APPRENNENT LES DÉCOLONISATIONS PRÉCOCES ?

PHILIPPE BRILLET

Université Toulouse II le Mirail

Il est habituel de retenir la période 1947-1997 comme étant *le moment* de la décolonisation britannique, moment qui s'étendrait donc sur un demi-siècle exactement, depuis la double partition des Indes et de la Palestine jusqu'à la rétrocession de Hong-Kong. Un tel point de départ peut aisément se justifier par le seul fait que les Indes étaient le cœur du système britannique en outremer, avec des masses humaines de loin sans égales (389 millions d'habitants au recensement de 1941 – qui fut de plus probablement sous-estimé – sans compter ni Ceylan ni la Birmanie) ainsi que par la recreation pour Victoria du titre impérial en 1876. Pour leur part, les deux partitions indienne et palestinienne (respectivement réalisée le 15 août à Delhi et votée aux Nations-Unies le 29 novembre¹ de cette année 1947) ont généré des clivages et des tensions dont les conséquences sont devenues planétaires 66 ans plus tard, d'autant qu'elles se nourrissent et se potentialisent l'une l'autre. À l'autre extrémité de la période, l'importance du retour de Hong Kong à la République Populaire de Chine en 1997 vaut d'abord par le symbole, même si le poids économique de l'entité – 3^{ème} place financière du monde en 2012 – reste toujours également conséquent.

Une telle focalisation du retrait britannique sur le second vingtième siècle présente de plus l'avantage de faciliter la comparaison avec la décolonisation française, l'expédition commune de Suez en novembre 1956 se situant fort opportunément au cœur d'une période particulièrement critique. On note encore que la décolonisation acceptée à contrecœur par les

¹ Date du vote de la partition aux Nations-Unies dont le plan prévoyait trois points : fin du mandat britannique, partition et indépendances.

Pays-Bas, pour sa part, coïncide avec le début de ce demi-siècle, même si dans le détail 1945 est une date plus pertinente que 1947 pour la caractériser. Ce fut en 1945 en effet que Soekarno proclama unilatéralement l'indépendance de l'Indonésie, dont il sera le premier président, même si elle ne sera reconnue qu'en 1949. Quant à la troisième et dernière autre décolonisation sur laquelle le texte de cadrage attire l'attention, celle des colonies portugaises d'Afrique², elle fut réalisée en 1974 et 1975, presque exactement au milieu de la période 1947-1997. De telles coïncidences chronologiques renforcent encore l'impression que la Seconde Guerre mondiale fut le déclencheur essentiel, d'autant que le libellé même du texte de cadrage insiste tant sur (i) « les conflits armés et les bouleversements structurels » que sur (ii) « la redéfinition de l'ordre international » et encore (iii) sur « les perspectives croisées des décolonisations européennes ». Ne manque ainsi, et encore de façon partielle seulement, qu'une seule des quatre grandes questions proposées à la réflexion des candidats : « les mouvements politiques et sociaux en métropole et dans l'empire ».

Dans cette optique, les tensions et même les soubresauts du monde colonial britannique d'avant 1939, voire les authentiques indépendances comme celles de l'Irlande et des cinq autres Dominions – Australie, Canada, Terre-Neuve & Labrador (qui ne rejoindra le Canada qu'en 1949), Afrique du Sud et Nouvelle-Zélande –, ne sont *d'abord* perçus que comme des prodromes de la véritable vague de décolonisation qui n'allait pas tarder à venir, et elles ne sont donc créditées que d'un intérêt bien moindre. Tout au plus est-on éventuellement tenté d'y chercher, telles de pépites, des signes avant-coureurs de ce qui allait suivre, tout en essayant bien sûr de ne pas succomber à la tentation de se lamenter *a posteriori* de l'apparente courte vue des maîtres de l'empire. Or on peut défendre l'opinion que ce qui s'est passé avant 1947 (en fait avant 1939), outre son intérêt idiographique majeur pour les territoires concernés, est particulièrement révélateur de l'ensemble du processus qui, dans le temps long, a réduit l'empire britannique aux quelques confettis qui en subsistent aujourd'hui. En jargon de géographe, il dit quelque chose d'essentiel de sa nomothétie.

Ce sont donc à ces décolonisations antérieures à la Seconde Guerre mondiale, décolonisations que l'on pourrait qualifier de précoces, que l'on

² Macau ne sera rétrocédé qu'en 1999

va s'intéresser maintenant. Leur étude permet de dégager deux leçons. Je commencerai par une réflexion sur la périodisation, avant de réfléchir – plus rapidement – aux causes de ces décolonisations précoces.

Chacun aura bien sûr remarqué que la période couverte par la question du programme officiel commence en 1919 et non en 1947, ce qui est bien évidemment un motif suffisant en soi pour envisager également l'entre-deux-guerres ! Toutefois, on remarque également d'emblée que cette date de départ ne fait aucune référence explicite à une authentique décolonisation, celle de l'Irlande, dont le nom n'apparaît d'ailleurs absolument pas dans le libellé – pourtant long – du texte de cadrage. Dans et pour ce dernier, 1919 n'est pas remarquable pour sa première réunion clandestine de l'assemblée nationale indépendantiste, le *Dail Eireann*, qui élira De Valera comme son président, ni d'ailleurs pour une autre proclamation d'indépendance, celle du nouveau roi d'Afghanistan, Amanullah Khan, qui renversa la politique anglophile de son père Habibullah assassiné en janvier et qui déclencha la *troisième* guerre anglo-afghane, ni du traité de Rawalpindi – qui y mit fin en août en desserrant largement le niveau du contrôle indirect assuré jusque-là par Londres, accordant officiellement l'indépendance à l'Afghanistan. De même, tant le massacre d'Amritsar, qui marquera un tournant dans l'histoire des Indes anglaises, que la répression sanglante en Égypte des émeutes consécutives à l'arrestation puis à l'exil de Saâd Zaghoul, ne figurent explicitement. Pour la question au programme, 1919 est d'abord et surtout l'année du traité de Versailles, moment où « se dessinent plusieurs failles structurelles et conjoncturelles » dans l'empire. C'est dire que le segment de temps retenu pour la question, 1919-1984, s'organise, fût-ce implicitement seulement, dans une logique causes puis conséquences, prolégomènes puis réalisation, premier puis second XX^e siècle. En d'autres termes, un demi-siècle de tensions croissantes, mais en règle toujours contenues, et de surcroît au sein d'un empire toujours en extension, puis un demi-siècle de repli malgré quelques rétablissements.

Au sein d'une telle perspective on comprend, d'abord, que la décolonisation de l'Irlande, ou plus exactement les très larges autonomies concédées aux deux segments de l'Irlande, Nord et Sud, de part et d'autre de la nouvelle frontière, n'aient logiquement pas leur place car elles sont perçues comme l'achèvement de luttes plus anciennes, remontant aux Plantations et aux conflits hautement symboliques de la fin du XVII^e siècle, à savoir le siège de

Derry en 1689 et la Bataille de la Boyne en 1690. De même, la fin relative de l'influence britannique sur l'Afghanistan peut être comprise comme un achèvement à court terme, celui de la sécurité des confins nord-ouest des Indes, jugée dès lors assurée par l'état tampon afghan. Ce dernier était considéré comme d'autant moins dangereux qu'il avait déjà été assez largement amputé de ses provinces méridionales en 1893 par la ligne Durand. Le fait que cette ligne ait partagé les provinces pachtounes fut alors considéré comme habile, en vertu de l'adage « diviser pour mieux régner », et il ne devait se révéler comme désastreux que bien plus tard. Quant à la répression en Égypte, elle permit de revenir à un contrôle si total que le Royaume-Uni put se permettre d'octroyer unilatéralement en 1922 une indépendance formelle, selon ses termes et ses intérêts.

Cette perspective « prolégomènes puis réalisation », premier puis second XX^e siècle, est bien sûr totalement légitime, indépendamment même du fait qu'elle s'impose aux candidats, mais on peut regretter qu'elle n'intègre pas, en amont, les premières hésitations et les échecs antérieurs des maîtres de l'empire. Sans remonter jusqu'à l'indépendance des Treize Colonies Américaines en 1783, on retiendra comme véritable premier échec majeur de la politique d'extension coloniale précisément le massacre total de l'armée britannique quittant l'Afghanistan en 1842, à la seule exception d'un jeune officier de santé de 31 ans, le Dr William Brydon, dont on pense qu'il fut renvoyé pour raconter les supplices de ses camarades. Cet événement me semble essentiel pour trois raisons : d'abord son actualité, sur laquelle il est sans doute inutile d'insister, ensuite son caractère inédit de première défaite totale dans une guerre que l'on qualifierait aujourd'hui d'asymétrique. Elle fut d'ailleurs considérée, jusqu'à la chute de Singapour – qui survint exactement un siècle plus tard, comme le plus grand désastre militaire britannique de tous les temps. Enfin et surtout, on observe que la leçon de ce désastre n'ait été comprise ni apprise, comme le prouvera la suite de l'engagement militaire britannique dans ce pays. Sans même parler des opérations actuelles (l'opération Herrick, avec ses 9 000 hommes sur le terrain, même si 3 000 doivent se retirer cette année 2013, et ses déjà 450 morts), ni de la troisième guerre anglo-afghane déjà évoquée, la deuxième (1878-1880) ne réussit qu'à obtenir une souveraineté strictement nominale de Londres qui ne put y maintenir ses troupes, souveraineté qui dépendait presque exclusivement de l'anglophilie supposée du roi. Notons au passage que cet oubli des leçons, même cruelles, de l'histoire, n'est en rien un

privilège britannique. En 1895 un jeune colonel français, envoyé en mission au Tonkin, nota dans son rapport de mission qu'un ensemble de collines qui donnait l'impression d'un site sûr était en réalité indéfendable, et qu'il ne faudrait donc jamais y établir un camp retranché, sous quelque prétexte que ce soit. Ce colonel allait devenir le maréchal Gallieni, et il parlait de Diên Biên Phu !

Mais revenons au massacre des Anglo-Indiens au Khurd Kabul en 1842. Quatre années plus tard, en 1846 donc, l'abandon de toute revendication sur le territoire de l'Oregon marquera un nouveau recul impérial. La logique en fut certes bien différente, voire opposée, puisqu'à la témérité avait succédé la prudence, le territoire et le continent était tout autre, mais ce nouvel abandon allait désormais confiner le Canada au nord du 49^e parallèle et majorer encore à terme son écart de puissance à venir avec les États-Unis. C'est dire que, malgré tous ses succès, passés et à venir, l'empire britannique entra dans une phase associant croissance encore soutenue, mais aussi échecs et tensions à terme mortifères, non au début du XX^e siècle mais probablement dès le milieu du XIX^e, en fait dès les premières années du règne de Victoria.

Pourtant, les auteurs de la question au programme ont fait le choix de 1919 comme date de début. Ceci répond, indéniablement, à la nécessité de ne pas étendre démesurément la période à examiner, d'autant que le sujet est géographiquement immense. Mais il me semble aussi que ce choix se coule dans une tradition historique française qui consiste à découper, puis à présenter, l'histoire par siècles successifs, eux-mêmes rassemblés en époque. Nous serions ainsi dans le monde contemporain depuis 1789. Ce monde ayant lui-même succédé à l'ère dite moderne, réputée ouverte par la Renaissance, nous serions donc également dans la postmodernité depuis plus de deux siècles !

On pourra certes objecter que le moment de la question au programme telle qu'elle a été rédigée se termine en 1984 et non en 1997, et qu'il est donc assez malvenu d'y voir une telle adéquation quelque peu forcée avec un siècle, le vingtième en l'occurrence. Et il est, de fait, exact que la conjonction de la dernière émancipation en date, celle du sultanat de Brunei, et de l'engagement irréversible de rétrocéder Hong Kong constitua bien une sorte d'achèvement, même provisoire et incertain, de la décolonisation

britannique, et que dès lors *l'empire n'était plus*, comme le dit le texte de cadrage. Mais il me semble que l'efficacité de ce bornage de la question est quelque peu réduit par la référence explicite à la guerre des Malouines. D'abord parce que ce conflit est toujours d'actualité en 2013, sur le plan diplomatique du moins, ensuite parce qu'il nous inviterait donc (je cite toujours le texte de cadrage), « sur la fin de la période, à réfléchir à la redéfinition de la puissance d'une Grande-Bretagne dont l'empire n'est plus ». 1984 est donc davantage présenté, assez explicitement de surcroît, comme une sorte de bilan d'étape que comme un terme, d'où une extension implicite vers la fin du siècle, voire le nôtre. Or le conflit des Malouines ne cesse de monter en puissance, devenant une source d'embarras diplomatique et commercial pour le Royaume-Uni à l'échelle de l'ensemble du monde latino-américain. Ceci est d'autant plus vrai que tous les protagonistes et observateurs savent que la situation est bloquée, dans la mesure où la *Royal Navy* n'aurait pas plus les moyens de reconquérir l'archipel aujourd'hui que les forces argentines de l'envahir à nouveau. La première n'a plus de porte-avion depuis le retrait anticipé du service de l'*Ark Royal* en 2011, ni de flotte auxiliaire, et les forces navales des secondes sont limitées à six frégates de second rang. La gesticulation diplomatique est d'autant plus vive que la solution militaire est a priori exclue, et qu'il s'agit d'une question de principes. Tout est donc fait pour que conflit perdure encore longtemps, d'autant que son véritable enjeu est l'accès au pétrole, dont l'exploitation pourrait commencer en 2016, voire l'accès à l'Antarctique, l'Argentine n'ayant guère que faire des 3 000 *Kelpers* ni du million de pingouins.

Par ailleurs, une telle perplexité devant les limites chronologique de la question se nourrit également du fait que les historiens britanniques, s'ils ont également l'habitude de raisonner par périodes de cent ans environ, repèrent bien souvent leur début dans les années 50 ou 60 de chaque siècle. Je n'en veux pour preuve, en sortant certes de la question coloniale, que le seul ouvrage de Théodore Zeldin (*Histoire des passions françaises 1848-1945*). On peut faire l'hypothèse que ce calage en milieu, et non en début, de siècle n'est pas sans rapport avec la chronologie même de l'histoire britannique, dont on peut retenir les faits saillants suivants :

- 1066 Guillaume le conquérant
- 1154 Henri II met fin à l'anarchie et fonde la dynastie des Plantagenets

- 1259 Les provisions d'Oxford
- 1349 La peste noire
- 1455 Début de la guerre des Deux Roses
- 1558 Début du règne d'Elizabeth
- 1649 Exécution de Jacques I^{er} et fin de la guerre civile
- 1776 Déclaration d'indépendance des 13 colonies
- Vers 1870 Entrée dans la période victorienne dite tardive et début du déclin relatif du royaume
- 1947 Début des décolonisations majeures

Si l'on prend donc 1842-1846, l'Afghanistan et l'Oregon, comme point de départ, sinon de la décolonisation, du moins des premières limites posées par une résistance extérieure à une expansion qui était jusque-là sans frein, on voit se dessiner jusqu'en 1947 une première période, séculaire mais à cheval sur deux siècles (le 19^e et le 20^e), qui s'insère parfaitement dans la perspective classique des historiens britanniques. Cette période mena certes l'empire à son apogée, mais au prix de divers compromis, partages et même, comme nous l'avons vu, *décolonisations précoces*.

En 1947 s'est ouvert un autre siècle, presque symétrique car s'il fut dominé par le repli massif de l'empire, ce dernier fut sauvé de la disparition pure et simple par de multiples réinventions. Pensons par exemple à l'adhésion du Mozambique au Commonwealth en 1995, qui consolida l'influence britannique en Afrique australe, puis à celle du Rwanda en 2009, qui joua un rôle comparable pour l'Afrique des Grands Lacs. Quant au Commonwealth lui-même, sa souplesse lui permet toujours de jouer un rôle diplomatique d'autant plus efficace qu'il est discret. Par contre, si la Grande-Bretagne a su et sait encore réinventer une partie de la puissance perdue avec l'empire, les séquelles de sa décolonisation sont parmi les causes les plus profondes de l'instabilité du monde. Les territoires des partitions de 1947 sont ainsi devenus les deux extrémités de l'*Arc de Crise*, concept diffusé par l'éminent historien Bernard Lewis, américain d'origine britannique³. Par ailleurs, la dislocation de l'empire a fait ressurgir les tensions entre les quatre nations fondatrices du Royaume-Uni, qui risque fort de ne rassembler à terme que l'Irlande du Nord et la Grande-Bretagne du Sud.

³ Même si ce concept a été en fait inventé par l'Amiral Mahan en 1900 dans son livre *Le problème de l'Asie et ses effets sur la politique mondiale*.

On voit donc que ce calage sur les demi-siècles est particulièrement opérant pour la question de la décolonisation britannique, alors que le bornage officiel risque de générer des perspectives biaisées. Cela est d'autant plus regrettable à mon sens que les historiens français ont évolué sur ce chapitre, je n'en veux pour preuve que les questions suivantes, issues du programme de l'agrégation d'histoire et géographie de cette année 2013 :

-*Histoire médiévale* Guerre et société, vers 1270- vers 1480. (Royaume d'Écosse, Royaume d'Angleterre, Irlande, Pays de Galles, Royaume de France et marges occidentales de l'empire (1), —espace italien exclu—)

-*Histoire moderne* Les circulations internationales en Europe (années 1680-années 1780)

-*Et, surtout, la question d'histoire contemporaine* Les sociétés coloniales : Afrique, Antilles, Asie (années 1850 – années 1950)

Maintenant que la période que l'on peut qualifier de précoce est calée sur cette période centennale 1842-1947, revenons plus en détail sur les décolonisations de sa seule seconde moitié, celle qui figure au programme (1919-1947), et que l'on peut donc qualifier, pour reprendre le terme de Winston Churchill, (discours du 10 novembre 1942) de « fin du commencement », 1947-1984 étant alors le « commencement de la fin ».

Les historiens des décolonisations ont, depuis longtemps, repéré que ces dernières relèvent *in fine* de trois séries de facteurs, diversement combinés :

- On citera d'abord ceux qui sont internes aux métropoles, dont la résistance même à l'idée de colonisation, que ses fondements soient éthiques ou économiques. Une telle résistance fut parfois très ancienne (pensons, en France, à Sully).

- On trouve ensuite ceux qui relèvent de forces internationales, au sein desquels on peut distinguer d'une part l'évolution générale des idées et des mentalités, et d'autre part les nouveaux rapports de force géopolitique. Ces derniers sont eux-mêmes doubles, car un rapport de force n'est pas une réalité objective. Il ne vaut que par l'appréciation de ses divers acteurs, qui peuvent faire preuve de témérité ou de pusillanimité.

- La troisième et dernière catégorie de facteurs rassemble enfin ceux qui sont internes aux colonies. Ils sont par définition difficiles à individualiser car ces territoires sont, par définition, précisément soumis à l'influence et à l'interférence multiple des métropoles. De plus, il est ici redoutablement facile de se focaliser sur la seule histoire événementielle et l'action politique des élites, au détriment des changements de mentalité – en règle plus lentes – des populations concernées.

Dans le cas britannique toutefois, et plus encore d'ailleurs dans celui des Pays-Bas, la situation apparaît relativement plus simple qu'en France ou au Portugal, car la première série de facteurs, à savoir l'opposition intérieure à l'expansion coloniale, ne connut véritablement de début vigoureux en politique qu'avec le développement du travaillisme. C'est du moins l'opinion de Stephen Howe, de l'université de Bristol (*Anti Colonialism in British Politics : The Left and the End of Empire, 1918-1964*. Oxford Historical Monographs, 1993). Il est bien sûr inutile ici de dire à nouveau combien cette opposition intérieure allait se révéler modeste jusqu'à la seconde guerre mondiale, si ce n'est pour disqualifier presque complètement ces facteurs dans la genèse des décolonisations précoces. On retiendra notamment l'ampleur des explosions de joie et des fêtes patriotiques qui secouèrent la Grande-Bretagne lorsque, pendant la deuxième guerre des Boers, ces derniers levèrent le siège de Mafeking en mai 1900.

Toutefois, même si le courant anticolonial fut longtemps fort modeste au Royaume-Uni, et ne joua donc qu'un rôle assez marginal même en 1947 et encore au-delà, on remarque qu'il se constitua rapidement un bastion, le pays de Galles, précisément à partir de la fin de première moitié du XIX^e siècle. Selon Philip Jenkins, gallois lui-même et historien de son pays (*A History of Modern Wales*. Longman, 1992) : « Aux alentours de 1840, la société du pays de Galles était probablement en train de devenir la plus moderne de toute l'Europe ». Il attribue ce fait à la forte tradition démocratique issue du non-conformisme, à l'alignement progressif du méthodisme – puissant dans le pays – sur ce dernier, et à l'arrivée aux affaires d'une nouvelle génération de pasteurs. L'un d'entre eux, Henry Richard (1812-1888) devint en 1848 le secrétaire de la Société Internationale pour la Paix. Le pacifisme devint dès lors un trait distinctif de la société galloise, comme l'internationalisme. L'anticolonialisme y fut également fort vif, et même plus spécifique car les

dissidents écossais et anglais ne l'adoptèrent guère, contrairement au pacifisme. Mais comme, assez logiquement, il ne toucha guère les vallées industrielles, Swansea et Cardiff, qui bénéficiaient trop de l'empire pour cela, il resta donc assez méconnu en dehors du pays de Galles lui-même. Venons-en maintenant à la deuxième série de facteurs potentiellement explicatifs des décolonisations, ceux issus des changements de l'ordre international.

Il apparaît assez vite que ces derniers ne jouèrent également qu'un rôle fort limité pendant la période dite précoce qui nous intéresse, soit à partir de 1919 et avant 1947. Sur le plan diplomatique l'empire britannique ne s'embarassa guère, hors d'un minimum de rhétorique avant tout destiné à maintenir de bonnes relations avec les États-Unis, ni des Quatorze points de Wilson (janvier 1918), ni de la Charte de l'Atlantique (août 1941), ni de la Charte des Nations Unies (juin 1945) qui reprit cette dernière. Tout au plus ce dernier document fut-il utilisé pour justifier devant l'opinion des choix qui avaient été fait par ailleurs.

Sur le plan que l'on pourrait qualifier de diplomatico-religieux l'Église catholique, assez étonnamment compte tenu de sa lutte antimoderniste d'alors, esquissa à partir de 1922 une dissociation d'avec la domination coloniale, mais cette évolution fut aussi lente que modeste et, surtout, elle fut sans impact sur la politique d'un Royaume-Uni qu'elle ne concernait guère. Si le protestantisme fut d'emblée volontiers réticent à la geste coloniale, ce fut surtout le cas dans les pays où il était minoritaire. L'Église anglicane établie et la *Kirk* ne furent, globalement du moins, guère à la pointe du combat anticolonial. Elles furent généralement, à l'inverse, de moteurs de l'action coloniale, tout particulièrement en Afrique où il s'agissait de lutter contre l'esclavage. La *Kirk* est ainsi créditée de la responsabilité de la colonisation en 1891 du Nyasaland, (devenu Malawi en 1964). Le cas gallois que l'on vient d'envisager fut l'exception, et ne relève guère de la donne internationale que nous examinons maintenant.

La révolution russe, pour sa part, devint certes rapidement un repoussoir pour les tenants de l'empire, mais son impact fut d'abord intérieur. Rien ou presque ne changea sur le plan diplomatique. D'abord parce que toute la politique britannique de stabilité en Europe visait à consolider les alliances avec les empires centraux, en essayant de contrôler et de tenir à distance

deux pays seulement, la Russie jugée trop autocratique et la France jugée trop révolutionnaire. Incidemment, l'entrée en guerre aux côtés de ces deux dernières, contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, manifesta tant l'échec de cette politique qu'un certain aveuglement des dirigeants britanniques. Mais peu de choses changèrent vis-à-vis de la Russie, dans la mesure où la détestation du bolchevisme ne marqua qu'un changement de degré et non de nature, tant avait été profonde la méfiance envers le défunt régime tsariste. De même, cette transformation de la Russie impériale en URSS (proclamée en 1922) ne changea en rien la nature et les règles du Grand Jeu en Asie Centrale. Tout au plus peut-on noter une moindre pression russe dans les premières années d'une révolution qui devait en priorité se consolider, mais à laquelle succéda un fort activisme soviétique vers l'Afghanistan – comme vers l'Iran, portes des mers chaudes.

Quant à la grande crise économique qui commença en 1929, elle obéra bien sûr les capacités d'action de la métropole, et prolongea dans le temps sa dette américaine, mais elle ne changea pas fondamentalement les perspectives. Il est, ainsi, instructif de savoir que de 1929 à 1938 les Communes passèrent plus de temps à débattre de la seule colonie indienne que de l'état de l'économie britannique.

Il reste certes un dernier facteur international, la Première Guerre mondiale, dont on ne peut guère dire pareillement qu'elle ne modifia pas les choses. Mais on observe que les décolonisations qui eurent lieu à son issue ne résultèrent que marginalement du nouvel ordre mondial qu'elle généra. Ainsi le statut de Westminster doit-il d'abord beaucoup au mécontentement des Dominions d'avoir été peu consultés, et remerciés, pendant et après la guerre. Ainsi la répression excessive du soulèvement de Pâques 1916 transforma-t-elle la vieille demande de *Home Rule*, pour laquelle les *Irish Volunteers* étaient partis se battre – et se faire tuer – en Flandres aux côtés de leurs adversaires, les *Ulster Volunteers*, en une demande d'indépendance immédiate et totale. Il est bien sûr excessif, dans les deux cas, de faire porter la totalité de la responsabilité aux gouvernements britanniques d'alors, d'autant que l'on connaît leur fragilité et leurs difficultés durant la quasi-totalité de l'entre-deux-guerres. La guerre en soi avait considérablement majoré la fierté nationale dans les Dominions, ce point est fort bien documenté, et la redéfinition du lien impérial était sans doute inéluctable. Reste bien qu'elle fut accélérée par les maladroites du Centre. La

responsabilité de ce dernier est particulièrement importante au Canada, où la conscription généra un fort ressentiment qui ne se limita pas au Québec, et pour des raisons presque inverses en Australie, où un fort courant politique ne souhaitait guère l'indépendance.

S'agissant encore de l'invasion des provinces du Nord-Ouest par les Afghans en 1919, invasion qui marqua – comme nous l'avons vu – le début de la troisième guerre anglo-afghane, elle dut beaucoup à l'action personnelle du nouvel émir Amanullah. N'étant que troisième fils de son prédécesseur, assassiné par son oncle dans des conditions mal connues, il souhaitait d'abord s'affirmer sur le trône. L'idée de profiter d'une quelconque faiblesse britannique due à la guerre ne tient guère, d'autant que l'invasion associa d'emblée razzias et négociations. De même, le mécontentement indien ne résulta guère d'un calcul conjoncturel, mais des promesses non tenues et, bien sûr, du massacre d'Amritsar du 13 avril 1919.

Les facteurs internes aux colonies viennent en fait d'être examinés *en passant* à propos de la guerre mondiale. Tant en Irlande que dans les autres dominions qu'en Afghanistan, ce fut bien d'abord les changements locaux qui réussirent à provoquer l'indépendance, même si de tels changements ne furent que des réactions à la politique du Centre.

Reste alors à déterminer, et ce sera la conclusion de ces réflexions, le pourquoi de telles actions que l'on ne peut, avec le recul, que considérer comme, au moins, maladroites. Pourquoi en 1919 un tel excès de violence d'un colonel britannique à Amritsar, des Black and Tans en Irlande, des troupes en Égypte, et – en allant jusqu'à l'année suivante 1920 – du corps expéditionnaire en Irak ?

Une réponse habituelle réside dans l'adaptation du Royaume-Uni à l'opposition qu'il rencontre : souple avec les forts, tels les USA et l'Allemagne⁴, rude avec les peuples non caucasiens. On y ajoute volontiers le souhait d'effacer tous les changements de la guerre mondiale et de revenir à la situation de 1914, ainsi qu'un déplacement des valeurs précisément générée par cette guerre.

⁴ Ainsi du traité de 1890 dit Hélioland-Zanzibar, par lequel le Royaume-Uni espérait apaiser l'Allemagne, ce qui fut une erreur majeure d'estimation.

Il me semble que l'on peut y ajouter une quatrième, qui nous ramène encore à la période dite précoce. Les années 1860 furent le témoin d'une évolution technologique majeure des armes à feu, qui entraîna une augmentation considérable du nombre des tués. Les États-Unis d'abord, puis l'Italie, l'Autriche et enfin l'Allemagne et la France l'expérimentèrent dès cette décennie, le Japon et la Russie suivant en 1905. Le seul Royaume-Uni fut épargné, et put continuer à chanter avec Tennyson une *Charge de la Brigade Légère* qui était déjà folie en 1854 mais qui n'aurait sans doute duré que quelques minutes dix ans plus tard. On peut dès lors penser que l'horreur de la Première Guerre mondiale était tout simplement inimaginable en Grande-Bretagne, d'où une perte de repères et de valeurs plus marquée qu'ailleurs, perte qui serait l'une des sources de la débauche de violence de 1919.